

Congrès Confédéral de Dijon 20 – 24 avril 2026.

Intervention de l'Union Départementale des Syndicats FO d'Eure et Loir.

* * *



Chers Camarades,

Recevez les salutations des camarades des syndicats FO d'Eure et Loir.

Camarades des syndicats FO d'Eure et Loir, qui, bien que soumis à fortes pressions s'organisent et résistent.

En effet les pressions sont fortes, à commencer par celles exercées sur les emplois. *C-Itech*, vient de mettre la clef sous la porte et prêt de 100 salariés au chômage. *Hydro-Alu* a fermé, il y a un peu plus d'un an, son site d'anodisation de Lucé supprimant prêt de 40 emplois. C'est aujourd'hui au tour de son site d'extrusion, qui représente 88 emplois, de disparaître. Partout les camarades sont mobilisés, parfois dans l'unité avec la CGT, pour défendre leur travail. Ils organisent les assemblées des personnels et décident des moyens pour mettre en place le rapport de force ; débrayages, grèves, délégations auprès du Préfet.

Si la métallurgie est impactée, la chimie ou la pharmaceutique ne sont pas épargnées. Fermeture totale du site de plasturgie *Paccor* à Auneau entraînant la perte de 108 emplois, menace de disparition pure et simple de la société *Sophartex* de Vernouillet où la production a été divisée par 10 depuis leur rachat par l'américain *BlueWolf*. A trois reprises le syndicat FO organise la grève et obtient le rétablissement de la prime d'ancienneté.

Les copains de chez *Novo Nordisk* pourront vous expliquer la suppression de 73 cadres dans un plan de licenciement déguisé par l'appellation RCC.

Cela me permet de faire un aparté sur la question des cadres. Les syndicats nous expliquent que dans la plupart des sites industriels d'Eure et Loir l'ajustement des emplois a été réalisé sur le collège ouvrier, qu'il est désormais impossible de supprimer plus d'emplois sur ce collège sans mettre en danger la production. En revanche le collège cadre représente une forte partie de la masse salariale. Ceux-ci sont dorénavant dans le collimateur, il nous faut développer nos forces auprès des salariés cadres pour les organiser. D'autant plus que l'IA promet la disparition de 6 millions d'emplois en France.



Bulletin mensuel d'information de
l'activité des syndicats de l'Union
départementale
Force Ouvrière d'Eure et Loir

Le secteur public n'est pas en reste. L'hôpital de Dreux verra son plateau technique divisé par 2, passant de plus de 700 lits à environ 450 ! Cet hôpital est le premier employeur de la ville. Quel avenir pour ses agents ? Là aussi les camarades se mobilisent, il ne se passe pas une journée sans qu'un service se mette en grève. Sur la base d'assemblées quotidiennes, les ASH de l'hôpital de Dreux ont tenu 3 semaines de grève et arrachent 4 postes supplémentaires et l'arrêt de la polyvalence.

De même la fermeture de 42 classes mettant en jeu l'existence même de l'école dans nos villages, participe à ce plan de disparition massive de nos emplois. Là aussi, les syndicats Snudi-FO et SNFO-LC mobilisent et réunissent les personnels. Ils appellent à la grève et à un rassemblement devant la Préfecture le jour du CDEN.

Ce rassemblement devient assemblée des personnels qui décident d'élargir est d'organiser l'assemblée des enseignants de Dreux le 12 mai prochain pour obtenir l'annulation des mesures de fermeture de classes !

Aucun secteur n'est épargné. Et surtout pas celui des organismes sociaux. Les camarades de la CPAM et des OS sont conscients que la disparition de la SECU passe par le démantèlement de ses structures et par la maltraitance de ses agents, soumis, chaque jour un peu plus, à la pression de la productivité. Le syndicat FO de la CPAM 28 appelle à la grève. Les 2 sites d'Eure et Loir répondent présents avec plus de 75% de grévistes.

Partout les copains des syndicats mènent la bataille, sur tous les terrains ; les emplois, les NAO, les conditions de travail. Et rapportent des victoires. Je pense aux copains des transports *Javault* qui arrachent, dans l'unité avec la CGT et en faisant peser la grève, le paiement des primes retenues depuis des mois.

Et puisqu'ils mènent la bataille, les camarades portant des mandats FO sont soumis à forte pression. Jamais nous n'avions connu autant de menace sur leurs emplois, sur leur sécurité au travail. *Cartonex*, *Sealed Air*, les camarades portant le mandat FO sont menacés de licenciement. L'UD intervient et obtient leur réintégration.

Les camarades de la Sophartex ont dû se protéger en ne siégeant plus au CSE. Harcèlement quotidien, entraves violentes, menaces physiques. Ils sont en arrêt maladie ou en accident du travail mais continuent de mener la bataille sur les revendications : « *maintien de tous les emplois sur le site de Vernouillet !* ». Merci aux camarades Patricia et Sylvia pour leur soutien indéfectible sur ce dossier.

Ces attaques contre le droit syndical s'étendent à l'enseignement. L'inspection académique tente d'interdire aux syndiqués du SNUDI-FO de participer aux instances syndicales.

Dans ce contexte, et conscient de la nécessité de s'organiser collectivement pour se battre, les salariés se rapprochent des syndicats FO qui se développent.

Les élections professionnelles dans les fonctions publiques, ainsi que le renouvellement des CSE seront l'occasion de développer nos forces. Mais c'est bien la définition des revendications, et chaque fois que possible dans l'unité d'action syndicale, qui permettra d'établir le rapport de force nécessaire à la satisfaction de toutes nos revendications, à commencer par nos emplois, nos salaires, notre école et notre sécurité sociale !



Les salariés du site Hydro à Lucé ont manifesté, hier, contre la fermeture programmée, selon eux, de leur outil de travail. PHOTO AHMED TAGHZA

Social

La colère des salariés du site Hydro à Lucé

Après la fermeture du site Hydro Lucé 2, il y a un peu plus d'un an, et la suppression de 34 emplois, le site Hydro Extrusion Lucé 1 est programmé pour fermer à son tour, avertit Abel Rodrigues, délégué syndical central de la CGT. Une manifestation symbolique a eu lieu, hier matin, devant la porte d'entrée du site.

AHMED TAGHZA
X : @AhmedTaghza

Hydro est implanté à Lucé depuis 1959 au travers de plusieurs enseignes historiques successives. « Nous sommes passés d'Altran à Sapa, à Norsk Hydro et puis à Hydro. J'ai toujours connu cette entreprise où je travaille depuis plus de 20 ans. C'est le cas de nombreux salariés de ce site qui ont un vrai savoir-

faire en matière extrusion de l'aluminium. Il y a trois ans, les actionnaires du groupe avaient décidé d'investir six millions d'euros pour moderniser le site pour nous relancer. Un engagement qui avait suscité une vague d'espoir chez les salariés qui se sont investis corps et âme pour remettre en état de marche les machines du site », a souligné, avec amertume, hier matin, devant la porte d'entrée, Abel Rodrigues, délégué syndical central CGT, entouré d'une majorité des salariés et soutenu par Sami El Messaoudi, représentant fédéral de la CGT Métallurgie

Hydro Extrusion et la fonderie Hydro à Lucé sont deux sites différents

Centre-Val de Loire, ainsi que de Chantal Lefèvre, secrétaire de l'union départementale, et Olivier Aubry, secrétaire départemental de Force ouvrière. Abel Rodrigues ajoute : « Et voilà qu'au début 2025, première surprise, on nous annonce la fermeture de l'atelier Lucé 2 avec ses 34 salariés. Et 12 mois plus tard, on nous indique la fermeture du site Hydro de Lucé 1 avec la suppression de 72 emplois sur les 80 restants. » La mobilisation symbolique, de ce mardi matin, s'est faite aussi le jour de l'ouverture de la deuxième phase des négociations entre la direction et les représentants du personnel pour avancer sur le dossier des suppressions d'emploi et les droits des salariés locaux.

Valeurs de bienveillance, de courage et de collaboration...

Selon Abel Rodrigues, la direction évoquerait les difficultés actuelles du marché mondial de l'aluminium pour justifier cette décision qui condamnerait l'existence même du site lucéen : « On peut l'entendre et le comprendre mais ce qu'on n'arrive pas à comprendre, c'est ce revirement après un immense espoir de développement et d'investissement industriel. Le groupe préfère sauver les autres

usines en France et on ferme la nôtre. »

L'élu rappelle qu'Hydro à Lucé a deux entités différentes : le site d'extrusion Hydro qui réalise les mêmes produits que Châteauroux Hydro et la fonderie Hydro. Ces deux sites n'ont pas la même direction et ne fonctionnent pas de la même façon. La fonderie Hydro à Lucé emploie une cinquantaine de salariés et n'est pas concernée par cette crise sociale alors que le site Hydro Lucé 1 emploie moins d'une centaine de personnes dont des commerciaux et des emplois supports qui quitteraient les lieux après le licenciement des 72 salariés de la production.

Les salariés sont d'autant plus en colère qu'ils avaient adhéré aux valeurs du groupe Hydro et qu'ils accusent les actionnaires de ne pas respecter ces valeurs : « Les valeurs de bienveillance, de courage et de collaboration sont devenues seulement des slogans creux », ajoute l'élu lucéen de la CGT.

Même si sa revendication première reste le maintien de l'emploi sur le site lucéen d'Hydro, le syndicaliste est quasi-convaincu que la direction ne reviendrait pas sur sa décision, alors il préfère défendre au maximum les primes de départ, les congés de formation et les droits légaux des salariés pour obtenir la meilleure compensation possible. Il compte aussi aller à la rencontre des instances de l'État à Chartres.

« C'est encore une casse industrielle parmi tant d'autres que nous voyons se développer actuellement sur nos territoires. On se bat pour garder notre industrie en France car la disparition des savoir-faire est définitive. Le rappel que l'aluminium est un matériau nécessaire dans tous les secteurs et par conséquent nous devons nous battre pour garder ces industries chez nous », assure Sami El Messaoudi.

De son côté, Olivier Aubry a rappelé qu'après la fermeture du site Hydro de Lucé 2, de Maflo à Chartres, de Paccor à Auneau et de Lumileds à Chartres : « C'est maintenant Hydro Lucé 1 qui va fermer. Nous sommes là pour sauver les emplois des salariés. Nos copains se battent aussi dans un laboratoire pharmaceutique à Vernouillet qui risque de fermer. »

Fermeture du site extrusion de Hydro-Alu à Lucé.

L'UD FO aux côtés des salariés d'Hydro-Alu le jour du débrayage, même si Force-Ouvrière n'est pas représentée sur le site « extrusion » de Lucé. Travail dans l'unité avec la CGT pour sauver les emplois. L'assemblée des personnels demandent à être reçue par le Préfet.

SOPHARTEX : chute de production, malaise social et décisions incompréhensibles — l'usine de Vernouillet au bord de la rupture !

L'entreprise Sophartex, spécialisée dans les dispositifs médicaux, traverse une crise profonde. Alors que les salariés alertent depuis des mois sur un climat social dégradé, les chiffres internes confirment désormais une réalité inquiétante : la production s'effondre, le chiffre d'affaires plonge dans le négatif, et la direction poursuit des choix jugés « incohérents » par les équipes.

Une production divisée par 7 en quelques mois, Il y a encore quelques mois, l'usine sortait environ 150 produits finis par jour. Aujourd'hui, les salariés témoignent d'une production tombée à peine 20 unités quotidiennes ; Cette chute brutale interroge ; machines vieillissantes, organisation instable, changement permanent de responsables, absence de stratégie claire, équipes démotivées et sous pression. Pour les salariés, c'est simple : l'outil de production est en train de s'arrêter.

Un chiffre d'affaires négatif mois après mois, Selon plusieurs sources internes, l'entreprise affiche des résultats négatifs chaque mois. Une situation alarmante pour une structure de plus de 400 salariés, dont les charges fixes sont considérables. Malgré cela, la direction, continue d'embaucher des intérimaires, alors même que les CDI n'ont plus assez de travail, et que certains services tournent au ralenti ou se contentent de faire du tri ; Pour les salariés, cette politique est incompréhensible et accentue le sentiment d'abandon.



SOPHARTEX

Nao 2026 :

Assez de la baisse du pouvoir d'achat ! Remise à niveau de nos salaires

En 2025, la direction a organisé la baisse du pouvoir d'achat en décidant une aumône de 0,5% d'augmentation des salaires A compter du 1^{er} décembre !

A croire que les ouvriers ne savent pas compter ? 1% au 1^{er} décembre c'est 1 divisé par 12 = moins de 0,06 % PAR MOIS sur l'année 2025 ! **Une année blanche !**

En 2026, du fait des aventures guerrières qui enrichissent les multinationales, l'énergie flambe comme la spéculation : plus de 2 euros à la pompe le gasoil ! Mais aussi le plastique, le gaz, les légumes, le sucre, etc ..Tous les prix explosent...

Ce n'est pas aux salariés de payer la note de la guerre ni les dividendes des actionnaires

Force Ouvrière exige

5% immédiatement pour tous avec une clause de « revoyure » en juin pour faire le point car nul ne sait où tout ça va s'arrêter.

Retour à la convention collective immédiatement

- **En rémunérant les 30 minutes de pause par jour** (ce qui équivaut à un 13^{ème} mois) qui ne sont plus payées mais ce qui allonge le temps de présence sur site.
- **En indemnisant sur la base de 39 h cotisées, donc payées**, les arrêts maladie, les AT, ainsi que les congés maternité et paternité, alors que seules les femmes peuvent être en congé maternité, créant ainsi une discrimination sexiste.

Force Ouvrière propose l'unité syndicale sur ces revendications.

Et si la direction refuse de négocier, ce seront les salariés qui décideront collectivement des actions à mener, **y compris la grève**, pour défendre leurs droits et préserver leurs salaires

Force Ouvrière prendra ses responsabilités.

FO sait que les salariés ont déjà su se mobiliser ensemble. L'unité est possible si elle se construit sur des revendications claires et sur la volonté des travailleurs



Bulletin mensuel d'information de
l'activité des syndicats de l'Union
départementale
Force Ouvrière d'Eure et Loir

Reclassements et santé au travail ; des pratiques contestées ! Plusieurs salariés en restriction médicale dénoncent des méthodes « irrégulières », propositions de poste envoyées par simple email, absence totale de fiche de poste, renvoi vers de simples annonces publiques, aucune preuve de compatibilité médicale, pressions téléphoniques répétées.

Ces pratiques pourraient constituer un manquement grave à l'obligation de reclassement.

Un climat social explosif ; Les témoignages convergent, ambiance interne « pourrie », salaires parfois versés en retard et même en négatifs, conflits entre salariés, pressions managériales, absence de vision stratégique, rotation incessante des directeurs.

Les représentants FO parlent d'un risque psychosocial majeur, alimenté par l'incertitude et la perte de repères.

Organisation du travail : décisions absurdes et conditions dégradée. La direction tente d'imposer une pause unique à 9h00, malgré, un manque de chaises, un manque de machines à café, des équipes nombreuses, seulement 26 minutes de pause non payées, des horaires lourds (5h-13h, 13h-21h, nuit).

Pour beaucoup, c'est une décision « déconnectée du terrain ».

Visite du sous-préfet ainsi que du maire de Vernouillet (28) : un signal qui ne trompe pas ; La venue récente du sous-préfet et du maire a surpris les salariés. Pour beaucoup, cette visite confirme que la situation de l'entreprise inquiète les autorités.

FO appelle à l'unité et à la mobilisation. Face à l'effondrement de la production et à la dégradation sociale, Force Ouvrière revendique : 5 % d'augmentation immédiate, une clause de revoyure en juin, le retour à la convention collective, une indemnisation basée sur 39 heures, le respect strict des obligations légales en matière de santé et de reclassement.

Le syndicat est prêt à engager des actions collectives, y compris la grève !

Entre effondrement industriel, malaise social et décisions managériales contestées, Sophartex semble engagée dans une spirale dangereuse. Les salariés attendent désormais d'être rassurés sur leur avenir !

Attef Amamra.

Secrétaire FO Sophartex.

Déclaration du Groupement Départemental des Services Publics et des Services de Santé Force Ouvrière d'Eure-et-Loir

Nous venons d'apprendre que le Secrétaire Général de la Fédération des Personnels des Services Publics et des Services de Santé Force Ouvrière n'a pas été élu à la Commission Exécutive de la Confédération de la CGT-Force Ouvrière.

La Fédération FO PSPSS représente à elle seule plus de 30 % des adhérents de Force Ouvrière, et le fait qu'elle ne soit plus représentée dans l'organe exécutif de la Confédération est purement scandaleux.

Lors du Congrès Confédéral qui s'est réuni à Dijon du 20 au 24 avril dernier, des camarades ont rappelé qu'il faut tous se mobiliser pour sauver l'Hôpital Public et les Services Publics et, malgré les beaux discours, certains camarades du Comité Confédéral National (CCN), mandatés par leurs structures (Unions Départementales et/ou Fédérations), ont voté contre la candidature du Secrétaire Général de la Fédération FO PSPSS.

Qui va porter les revendications des personnels travaillant dans les établissements de santé ou relevant de la fonction publique territoriale au sein de la Commission Exécutive Confédérale ?

Des camarades représentant moins de 300 adhérents d'un territoire ou d'un champ de compétence qui ne relève pas de la Fonction Publique Hospitalière et Territoriale ?
Si tel est le cas, nous ne l'accepterons pas.

Nous rappelons que par le biais de la négociation, le Secrétaire Général de la Fédération FO PSPSS a signé un accord historique dans la Fonction Publique Hospitalière (Séguir de la santé) permettant un gain de pouvoir d'achat de plus de 17% pour les agents et qui permet aujourd'hui obtenir plusieurs millions d'euros de salaires différés pour les œuvres sociales (CGOS) des Hospitaliers et pour l'Association Nationale pour la Formation des Hospitaliers (ANFH).

Le GD FO PSPSS 28 rappelle l'Indépendance syndicale chère à notre organisation et condamne le mariage des courants réformiste et LFIste au sein de notre organisation, qui a conduit à l'éviction de la plus grande Fédération Force Ouvrière de la Commission Exécutive Confédérale.

Nous sommes des démocrates et nous respectons la démocratie lorsqu'elle n'est pas tronquée pour assouvir une vengeance ou détruire notre organisation de l'intérieur.

On reconnaît l'homme libre lorsqu'il est attaqué simultanément ou successivement par des partis opposés.

Le GD FO PSPSS 28 rappelle qu'il est fidèle à la Charte d'Amiens, libre et indépendant des partis politiques, des courants, des cultes et des sectes, internes ou externes à la CGT-FO.

Le GD FO PSPSS 28 demande à tous ces syndicats de continuer à préparer les élections professionnelles de décembre 2026, de porter les revendications en dehors des emprises politiques politiciennes internes ou externes et d'accentuer la représentativité de la Fédération FO PSPSS, qui a obtenu 26,6 % des voix en 2022, avec une progression de 2 %.

Chartres, le 30 avril 2026

Santé**Le préavis de grève levé à l'hôpital**

Après avoir obtenu des « engagements » de la part de la direction, les représentants des syndicats FO et CGT ont décidé de lever leur préavis de grève, qui concernait l'ensemble des services du centre hospitalier de Chartres et devait démarrer hier pour une durée illimitée.

HÉLÈNE BONNET

helene.bonnet@centrefrance.com

Après l'opération coup de poing de vendredi, pendant laquelle des soignants en grève avaient perturbé la cérémonie des vœux de la direction au personnel (voir notre édition de samedi), la tension est retombée d'un cran à l'hôpital de Chartres. Les représentants des syndicats FO et CGT ont annoncé, hier, le retrait du préavis de grève qu'ils avaient déposé le 13 janvier auprès de la direction de l'établissement. Ce mouvement de protestation devait initialement débuter, hier, pour une durée illimitée au sein de l'ensemble du centre hospitalier.

« Un courrier avec des propositions a été adressé aux organisations syndicales », avait expliqué vendredi Pierre Best, le directeur des Hôpitaux de Chartres, en marge de la cérémonie des vœux. Cette lettre et les échanges intervenus la semaine dernière ont visiblement permis de débloquer la situation.

« Privilégier la poursuite du dialogue social »

Dans une lettre envoyée à la direction, les représentants de FO et de la CGT saluent les « engagements pris, notamment en matière de dialogue



Des soignants en grève avaient manifesté en marge de la cérémonie des vœux de la direction au personnel hospitalier, vendredi dernier. PHOTO HÉLÈNE BONNET

social, de réévaluation des effectifs, de mise en œuvre des temps d'habillage et de déshabillage, ainsi que des mesures liées à la période de certification ».

La décision de lever le préavis de grève traduit « une volonté de privilégier la poursuite du dialogue et de permettre la mise en œuvre concrète des engagements annoncés, expliquent les syndicats. Elle ne vaut toutefois pas renoncement aux revendications portées par les personnels, ni blanc-seing donné à la direction ».

Les deux organisations syndicales précisent qu'elles se réservent « la possibilité de redéposer un préavis de grève si les mesures annoncées ne devaient pas se concrétiser ou si la situation des agents venait à se dégrader ».

En revanche, les mouvements de grève lancés la semaine dernière par FO dans quatre services (réanimation, cardiologie, néphrologie hémodyalyse et serveur vocal interactif), pour une durée illimitée, sont maintenus. ●

Santé

Opération coup de poing à l'hôpital

La cérémonie des vœux de la direction des Hôpitaux de Chartres au personnel a été perturbée par des soignants en colère, hier. Plusieurs services sont touchés par des mouvements de grève illimitée depuis lundi.

HÉLÈNE BONNET
helene.bonnet@centrefrance.com

Ils se sont allongés symboliquement en position latérale de sécurité à même le bitume. Des soignants du service de réanimation, reconnaissables à leur blouse bleue, ont mené une action coup de poing, hier après-midi, en marge de la cérémonie des vœux organisée par la direction de l'hôpital de Chartres. Autour d'eux, d'autres personnels en grève forment un "comité d'accueil" bruyant à l'arrivée des invités devant le bâtiment où va se tenir la réception. « On ne gueule pas pour le plaisir », peut-on lire sur une banderole déployée par des professionnels de santé mécontents. Un malaise qui s'exprime aussi sur des pancartes aux slogans évocateurs, comme "réanimation sous oxygène, soignants en apnée", "toujours là, même quand on ne nous voit pas", ou encore "même épuisés, on revient".

Un appel à la grève dans tout l'établissement

Depuis lundi, des mouvements de grève, soutenus par le syndicat Force ouvrière des hospitaliers de Chartres, ont été lancés dans quatre services de l'établissement : en réanimation, en cardiologie, en néphrologie dialyse et dans le service vocal interactif. Un nouveau préavis, déposé par FO et la

CGT, appelle à la grève au sein de l'ensemble du centre hospitalier de Chartres, à partir de lundi et pour une durée illimitée.

« Cela fait plus de deux ans que nous sommes en sous-effectif. La réanimation est un service très technique et normé. Il faut une infirmière pour deux patients et demi et une aide-soignante pour quatre patients. Il y a eu quarante départs d'infirmiers en deux ans, dont seize au cours des dix derniers mois. Quand il y a des absents, il faut revenir. Nous sommes épuisés », dénonce Adelina, aide-soignante en réanimation à l'hôpital Louis-Pasteur et porte-parole des grévistes.

« Au moment du Covid, tout le monde nous applaudissait. On était les héros »

Avec ses collègues en colère, elle réclame « davantage de bras ». « Au moment du Covid, tout le monde nous applaudissait. On était les héros. L'addition, c'est nous qui la payons, mais aussi les patients, déplore-t-elle. Car face au manque de personnel, des malades sont transférés dans



En grève, des soignants du service de réanimation de l'hôpital de Chartres ont mené une action symbolique, en s'allongeant sur le bitume. PHOTO H. BONNET

d'autres établissements. Je ne vois pas comment on fera tourner les dix-huit lits de la future réanimation. » Des salariés du service de néphrologie dialyse réclament, eux aussi, plus de moyens humains. « Les patients sont de plus en plus âgés et dépendants. On nous propose une réorganisation qui ne prend pas en compte le temps passé pour des tâches qui se rajoutent », explique Claudia Linget, aide-soignante en néphrologie, syndiquée à FO.

Des manifestants ont interpellé Pierre Best, le directeur des Hôpitaux de Chartres, et Jean-Pierre Gorges, maire de Chartres et président du conseil de surveillance de l'établissement, juste

avant la cérémonie de vœux qui a commencé avec plus d'une demi-heure de retard. « Il y a une conjonction de problématiques spécifiques à certains services. En réanimation, l'absentéisme très élevé est lié à une mauvaise entente entre différentes catégories de personnel. On continue à travailler pour améliorer l'ambiance », assure Pierre Best. Pour respecter les normes, face au manque de personnel, la direction peut être amenée à fermer deux lits sur les douze que compte la réanimation. « Cela n'empêche pas le fonctionnement normal du service et cela n'a pas de conséquences pour la prise en charge des patients », souligne le

directeur. L'établissement fait actuellement l'objet, comme le prévoit la loi, d'une procédure de certification, mission confiée à la Haute autorité de santé (HAS). Des visites de contrôle sont programmées à partir de la semaine prochaine. Le directeur fait un lien entre cette échéance et des tensions qui règnent dans des services. « Certains se mettent la pression, mais il faut prendre cette visite comme un défi », note Pierre Best. De nouvelles réunions sont programmées avec les organisations syndicales. « Il y a un principe de réalité budgétaire, on ne pourra pas répondre à toutes les demandes », prévient le directeur. ●

Santé

Ehpad de l'hôtel-Dieu : « Une situation de crise » au 3^e étage

Confronté à un manque de personnel, pour cause d'arrêts maladie, qui s'est encore accentué hier, le service de 80 lits installé au troisième étage de l'Ehpad de l'hôtel-Dieu, à Chartres, fait face à d'importantes difficultés. Une situation dénoncée par des employés et des représentants syndicaux. La direction assure avoir mis en place des solutions dans l'urgence.

HÉLÈNE BONNET
helene.bonnet@centrefrance.com

« On fait tout ce qu'on peut, mais ce n'est pas possible de continuer comme ça. Nous sommes deux cet après-midi au lieu de six (Ndlr, trois sur six selon la direction) pour s'occuper de 80 personnes âgées sur tout un étage de l'Ehpad. Tout le monde pète les plombs. On devrait faire valoir notre droit de retrait, mais on est là pour les résidents », lâche Safet Tunctan, auxiliaire de vie employée depuis quatre ans au sein de l'Ehpad de l'hôtel-Dieu, dans le centre de Chartres.

Avec quelques collègues, cette salariée « fatiguée » est descendue devant l'entrée de l'établissement, hier, en début d'après-midi, afin de dénoncer une situation qui engendrerait, selon ses propres termes, de « la maltraitance institutionnelle » envers les résidents de cette maison de retraite gérée par les Hôpitaux de Chartres. Au côté des personnels, des représentants des syndicats FO et CGT des hospitaliers de Chartres ont tenu une conférence de presse pour

faire le point sur les mouvements de grève illimitée qui touchent sept services de l'établissement, depuis de nombreux mois (voir notre édition du 17 mars dernier).

« Nous avons mis en place une opération coup de poing pour faire face à une difficulté majeure »

À commencer par cette grève, déclenchée le 7 novembre 2025, au sein des trois résidences de l'Ehpad des Hôpitaux de Chartres. « La situation atteint un niveau critique. L'absentéisme massif, les démissions et le manque d'attractivité mettent les équipes en grande difficulté, dénonce Corinne Legeay, déléguée syndicale FO. Des agents au bout du bout ne cessent d'alerter. Certains intérimaires refusent désormais de revenir dans ces conditions. Nous exigeons des mesures concrètes et

immédiates ». Le manque de personnel est devenu encore plus criant, hier, lorsque deux nouveaux arrêts maladie sont tombés sur le bureau de la cadre de santé qui gère le troisième étage de l'hôtel-Dieu. La direction reconnaît « une situation de crise » et annonce avoir mis en place des mesures afin d'apporter des solutions. « Nous avons un secteur de 80 lits en grande difficulté avec une pénurie de personnels paramédicaux. Les difficultés, qui ont débuté il y a quatre semaines, se sont accentuées pendant les vacances scolaires de printemps. Depuis ce matin, nous comptabilisons douze absences pour cause d'arrêts maladie dans ce service situé au 3^e étage de l'hôtel-Dieu », comptabilise Emmanuelle Fouju, directrice déléguée de l'Ehpad des Hôpitaux de Chartres. Conséquence de ces arrêts maladie en cascade, seulement trois membres du personnel paramédical ont répondu à l'appel dans ce service, hier matin, au lieu de neuf en temps normal, et deux sur six l'après-midi. Face à ce constat, la direction a décidé en urgence de fermer ponc-



Des représentants des syndicats FO et CGT des hospitaliers de Chartres ont dénoncé, hier, le manque de personnel dans plusieurs services de l'établissement, en particulier à l'Ehpad de l'hôtel-Dieu.

tuellement son pôle d'activités et de soins adaptés (PASA) installé sur le site de l'hôtel-Dieu et destiné à accueillir des résidents touchés par la maladie d'Alzheimer. « Cet hôpital de jour sera fermé mercredi (Ndlr, aujourd'hui), jeudi, ainsi que lundi et mardi prochains (les 4 et 5 mai), explique Emmanuelle Fouju. Cela permettra d'affecter trois personnels de ce PASA au troisième étage de l'Ehpad. Des aides médico-psychologiques, qui proposent habituellement des animations, viendront elles aussi en renfort dans ce service ». La direction espère retrouver une situation plus apaisée après le 6 mai. « Nous avons mis en place une opé-

ration coup de poing pour faire face à une difficulté majeure et répondre aux besoins des résidents, met en avant Véronique Dehmouche, directrice des soins aux Hôpitaux de Chartres. Nous allons continuer à engager des actions de fond. C'est devenu très compliqué de recruter dans le secteur médico-social. Il y a beaucoup de turn-over. » Pour attirer des infirmières en Ehpad, les Hôpitaux de Chartres ont créé des primes d'attractivité qui peuvent aller jusqu'à 12.000 € de bonus sur deux ans. Ce levier n'a, pour l'instant, pas été mis en place pour le recrutement des aides-soignantes ou des auxiliaires de vie. ●

Social

Les agents de l'hôpital sont en grève

Nouvelle grève au centre hospitalier de Dreux. Des agents répondent à un appel lancé la semaine dernière par FO. Ils réclament plus de moyens et dénoncent des fermetures de lits cet été dans le service gériatrique.

PASCALE ROUCHAUD
pascale.rouchaud@centrefrance.com

Fatigués, inquiets, mais déterminés à défendre leur établissement, l'hôpital public de Dreux. Dès qu'ils le peuvent, les agents, de tous les services et représentants de nombreux métiers, répondent à un appel à la grève, lancé la semaine dernière par le syndicat FO.

Le personnel dénonce la dégradation des conditions de travail et un manque certain de reconnaissance. Les agents s'inquiètent de la fermeture annoncée, en juillet et août, de 20 lits dans le service gériatrique et réclament des moyens supplémentaires pour le service de médecine polyvalente.

« Moins de personnel, moins de lits ouverts »

Ils continuent de demander la réouverture des 26 lits fermés dans le service de rééducation et la pérennité des effectifs en facturation, service mis à mal depuis janvier en raison d'un logiciel non adapté.

« Nous réclamons aussi un plan massif de titularisation des contractuels. En ce moment, il y a 450 contractuels à l'hôpital de Dreux. Un record ! ». Les grévistes demandent plus de per-



Le personnel est fatigué, mais déterminé à défendre l'hôpital.

sonnel en général. « C'est le serpent qui se mord la queue. Moins il y a de personnel, plus on ferme de lits et moins on assure notre mission ».

Même épuisés, les agents sont déterminés à se battre. « Ce n'est pas à nous de payer pour la politique du gouvernement qui préfère financer la guerre et l'armée plutôt que des hôpitaux publics. Ce n'est pas non plus aux patients de payer. Nous, on

sait que l'hôpital est indispensable aux 150.000 personnes qui habitent dans le bassin de vie de Dreux ».

Les représentants FO ont été reçus hier par le service des ressources humaines et la direction de soins de l'hôpital. « Il s'agit de faire le point sur les revendications des grévistes », explique Inès Aklouf, directrice des affaires médicales. « Des discussions sont engagées ». ●

RASSEMBLEMENT DU 7 AVRIL

**ANNULATION DE TOUTES LES FERMETURES DE CLASSE !
OUVERTURE DE TOUTES LES CLASSES**

là, où les enseignants pensent que c'est nécessaire !

Depuis l'annonce de nombreuses fermetures de classe dans le département faite en CSA carte scolaire le 24 mars 2026, le SNUDI FO 28 a accompagné de nombreuses écoles pour obtenir l'annulation des fermetures.

Le 7 avril, jour du CDEN, nous avons soutenu la grève des enseignants. 7 écoles étaient mobilisées devant la préfecture. Cette mobilisation a été relayée par le journal L'Echo Républicain.



JEAN ZAY Dreux

Délégation de parents d'élèves, d'enseignants, d'élus et du SNUDI FO reçue par l'IEN de Dreux 2 pour défendre la fermeture de classe et la décharge de direction. Les collègues étaient tous en grève le 7 avril.



CHAUDON

Assemblées des personnels, élus et parents, en présence du SNUDI, pour décider des moyens d'action.

Une délégation de parents, enseignants et élus a été reçue par l'IEN en présence du SNUDI puis par le DASEN. Les enseignants ont voté la grève le 7 avril, l'école était fermée.

THIVARS

Une délégation d'enseignants, mairie et du SNUDI FO 28 a été reçue par l'IEN de Chartres 3 pour défendre la fermeture et la décharge de direction.

Deux enseignantes étaient en grève le 7 avril.

La baisse du nombre d'élèves auraient dû servir à diminuer les effectifs par classe !

SAINT MARTIN Dreux

2 assemblées générales des personnels en présence du SNUDI pour obtenir l'annulation de la fermeture de classe et le maintien de la décharge de direction à 100%. L'école était fermée le 7 avril car tous les enseignants étaient en grève. Une demande d'audience a été envoyée au DASEN.

LE BOULLAY-THIERRY

Rencontre avec les enseignants qui souhaitent garder la décharge de direction. Une demande d'audience a été envoyée afin de défendre la décharge de direction.

BERTHELOT Elémentaire Dreux

2 assemblées de parents et enseignants de l'élémentaire contre la fermeture.

Une délégation de parents, enseignants et une élue a été reçue par l'IEN.

Des parents d'élèves étaient présents le 7 avril.

Une demande d'audience auprès du DASEN a été envoyée par le SNUDI.

Les élèves ne sont pas une variable d'ajustement.

Nous demandons des moyens pour l'école, pas des fermetures !

Suppressions de classes

« On ne lâchera rien »

La carte scolaire 2026/2027 qui s'appliquera dans les écoles d'Eure-et-Loir a été présentée, hier, lors du conseil départemental de l'éducation nationale (CDEN), réuni à Chartres. Des enseignants et des parents d'élèves ont manifesté devant la préfecture pour dénoncer des fermetures de classes.

HÉLÈNE BONNET

Le combat continue. C'est en substance le message qu'ont voulu faire passer les enseignants, les parents d'élèves et les représentants syndicaux rassemblés devant la préfecture d'Eure-et-Loir, hier après-midi, alors que se tenait le conseil départemental de l'éducation nationale (CDEN). À l'ordre du jour, un sujet brûlant : celui de la carte scolaire 2026/2027 qui s'appliquera dans les écoles d'Eure-et-Loir, à partir de la rentrée prochaine. Au cours de cette réunion, le directeur académique des services de l'éducation nationale d'Eure-et-Loir (Dasen), Philippe Ballé, a présenté aux participants les mesures de carte scolaire qu'il rendra publiques aujourd'hui. Selon nos informations, 8 ouvertures et 38 fermetures de classes auraient été décidées. Les représentants des syndicats FSU et FO ont voté contre et le SE-Unsa s'est abstenu. « On regrette qu'il n'y ait pas moyens pour les professeurs remplaçants. C'est une vraie problématique qui s'ajoute aux suppressions de postes », dénonce Clémentine Ingold, secrétaire départementale de la FSU. C'est justement pour dénoncer les disparitions de classes que plusieurs délégations d'enseignants et de parents d'élèves se sont mobilisés,

hier, à Chartres. Une quarantaine de personnes ont fait du bruit devant l'entrée de la préfecture, place de la République, pour certains avec des tambours. Des Euréliens très en colère, venus de plusieurs secteurs du département, notamment du Drouais, de Bonneval ou encore de Thivars, dans l'agglomération de Chartres. Preuve de la forte mobilisation enregistrée dans le Drouais, l'école élémentaire de Chaudon est restée porte close toute la journée d'hier. « Les douze enseignants sont en grève. Nous avons le soutien des parents d'élèves et de la mairie qui n'a pas mis en place de service minimum en signe de protestation. Nous nous battons pour maintenir notre douzième classe », explique Aurore Lamoureux, enseignante à l'école de Chaudon et secrétaire adjointe du Snucl Force ouvrière (syndicat national unifié des directeurs, instituteurs et professeurs des écoles de l'enseignement public) en Eure-et-Loir (voir aussi notre édition du 7 avril). À ses côtés, une enseignante porte une pancarte sur laquelle un message a été soigneusement rédigé en lettres attachées : « Si vous la fermez, nous ne la fermerons pas ». Une manière de prévenir l'administration que la lutte est loin d'être terminée. « J'ai des élèves qui savent à peine lire en CM2. Ils devraient bénéficier d'un suivi dans des établissements

spécialisés mais se retrouvent dans des classes dites ordinaires. Le service public est en train de couler. Il faut arrêter d'augmenter le nombre d'enfants dans les classes sous prétexte qu'il y a une baisse démographique. Au contraire, il faudrait en profiter pour alléger les effectifs », réclame Aurore Lamoureux.

« On ne peut pas être à la fois professeur, infirmier, psychologue et éducateur »

Derrière le petit groupe, une Eurélienne tend l'oreille et acquiesce en entendant les propos de sa collègue. Elle-même enseignante spécialisée, cette coordinatrice d'une unité locale pour l'inclusion scolaire (Ulis) fait part de son « inquiétude ». Elle a fait le déplacement depuis Bonneval pour protester contre la fermeture d'une classe au sein de l'école élémentaire Le Petit Prince. « Ça change tout quand on enlève une classe. Il faut revoir toute l'organisation. Les enseignants ont moins de temps à consacrer à chaque enfant », déplore la gréviste. La directrice de l'école de Thivars, en



Des enseignants de l'école de Chaudon, en grève, ont manifesté devant la préfecture d'Eure-et-Loir, hier. PHOTOS QUENTIN REIX

grève elle aussi, dénonce « une logique comptable ». L'établissement scolaire devrait perdre sept élèves en septembre et passer de quatre à trois classes. « Cette fermeture est d'autant plus ennuyeuse que le nombre d'élèves va repartir à la hausse dans deux ans. C'est facile à fermer et plus difficile à ouvrir... », craint Florence Segal, qui espère être officiellement confirmée dans son poste de directrice, « sinon cela veut dire qu'il y aura deux départs sur quatre enseignants en septembre ». À l'échelle nationale, le budget de l'état prévoit la suppression de 4.000 postes dans l'éducation nationale. Une diminution des moyens que le gouvernement justifie notamment par la baisse démographique enregistrée depuis plusieurs années en France. Cela se concrétisera par la suppression de 22 postes d'enseignants dans les écoles du département, selon les syndicats enseignants. « L'administration veut nous enfermer dans les chiffres, mais nous, on veut discuter des conditions de travail des enseignants. On ne peut pas être à la fois professeur, infirmier, psychologue et éducateur », illustre Olivier Aubry, secrétaire départemental de FO. Ancien directeur d'école, le leader syndical accompagne des équipes qui se mobilisent au sein de leur établissement pour, dit-il, « défendre leur métier et leur

donner les moyens d'accompagner leurs élèves ». Un accompagnement que souhaitent voir perdurer les représentantes des parents de l'école Jean-Zay, à Dreux. La maternelle, classée en éducation prioritaire (Rep+), risque de perdre une classe « pour deux élèves » (voir aussi l'article ci-contre). « Comment on peut sacrifier une classe de grande section qui est la passerelle avant l'élémentaire ? C'est incompréhensible », déplore Mariame Diallo, l'une des porte-parole des parents. Alors que la réunion du conseil départemental de l'éducation nationale n'est toujours pas terminée, Nicole Mas, au nom du syndicat FO, propose aux manifestants de « poursuivre le combat ». Elle soumet au vote l'organisation d'une assemblée, mardi 12 mai, à 18 heures, dans les locaux de la bourse du travail de Dreux. Toutes les mains se lèvent en faveur de la poursuite du mouvement. « Tout ne va pas s'arrêter dans les sous-sols de la préfecture. On va proposer à l'ensemble des organisations syndicales et des écoles volontaires de se réunir pour décider des suites à donner au rassemblement d'aujourd'hui », annonce Nicole Mas au micro. « Dans l'intérêt des enfants, on ne lâchera rien. » Contacté, le directeur académique d'Eure-et-Loir n'a pas souhaité s'exprimer hier. Il tiendra une conférence de presse cet après-midi. ●

1^{er} Mai : maintien de la journée chômée, une victoire **FO** !



Le dessin de la semaine
Dans le contexte social actuel, ni Olivier Aubry, secrétaire de l'union départementale (UD) FO, ni Olivier Aubry, secrétaire de l'UD CGT, n'avaient le cœur à faire la fête le jour du 1er Mai. D'un commun accord, ils ont décidé de recentrer cette journée dédiée au travail sur deux axes essentiels : occuper le terrain de l'emploi et des salaires. Ils ont donc décidé d'aller manifester à Dreux et Châteaudun. Un 1^{er} Mai inédit en Eure-et-Loir.

Social

Un 1^{er} Mai inédit dans le département

La CGT et FO font cause commune pour « occuper le terrain géographique et celui de l'emploi et des salaires ». Les unions départementales invitent à aller manifester à Dreux et Châteaudun.

VALÉRIE BEAUDOIN
valerie.beaudoin@centrefrance.com

L'actualité sociale n'est pas un beau fixe. Pour Olivier Aubry, secrétaire de l'UD FO, cette actualité sociale, « ce sont les salariés d'Hydro Alu Lucé qui sont menacés de perdre leur emploi, ce sont les infirmières et infirmiers de Dreux et Chartres qui se mettent régulièrement en grève pour dénoncer leurs conditions de travail, ces aides à domicile qui ne peuvent plus travailler parce qu'elles n'ont pas assez d'argent pour faire le plein de leur voiture... »

Alors, dans ces conditions, ni Olivier Aubry ni Chantal Vinet, secrétaire de l'UD CGT, n'ont le cœur à faire la fête le jour du 1^{er} mai. D'un commun accord, ils ont décidé de recentrer cette journée dédiée au travail sur deux axes essentiels : « Occuper le terrain géographique de l'Eure-et-Loir vendredi et occuper le terrain de l'emploi et des salaires. » Pour concrétiser cette ambition, les deux syndicats mettent de côté leurs

différences de point de vue et imaginent un 1^{er} Mai inédit en Eure-et-Loir. Olivier Aubry détaille : « FO est bien implanté à Dreux alors nous appelons nos adhérents et sympathisants à manifester à Dreux, vendredi. La CGT, elle, a une base solide à Châteaudun, alors, elle appelle à manifester à Châteaudun. »

« On se recentre sur les questions d'emploi et de salaires »

De son côté, Chantal Vinet souligne : « Venir à Châteaudun, c'est aller à la rencontre de tous ces travailleurs, trop souvent éloignés des grandes mobilisations et leur dire : vous n'êtes pas seuls, on est là ! » Que ce soit à Dreux ou à Châteaudun, les mots d'ordre seront les mêmes : « Le rôle essentiel des syndicats est la défense des travailleurs. Nous devons nous recentrer plus que jamais sur les



La CGT et FO veulent occuper tout le terrain géographique et social en se déplaçant dans tout le département. PHOTO D'ARCHIVES QUENTIN REIX

questions d'emploi et de salaires. » Olivier Aubry n'exclut pas la nécessité de lutter contre les discriminations, le racisme, le fascisme... « Mais, toutes ces questions sociétales ne sont pas le rôle premier des syndicats. Il y a des mouvements, des associations pour agir sur ces questions. »

Le syndicaliste estime qu'en « augmentant les salaires, en luttant contre les licenciements... on permet aux travailleurs de se détourner des charmes du racisme, par exemple. »

Mêmes propos chez Chantal Vinet qui affirme : « L'extrême droite se nourrit des crises et divise le monde du travail pour mieux le dominer. »

Ce n'est pas parce que la CGT et FO appellent à manifester à Dreux et Châteaudun qu'il n'y aura rien à Chartres. Mais, cette année, la manifestation chartraine aura lieu elle aussi vendredi matin, en même

temps que celles de Dreux, Châteaudun et Nogent-le-Rotrou et ne prendra pas la même envergure départementale que certaines années.

Du côté de la FSU, on explique qu'un rassemblement aura lieu, à 10 h 30, vendredi devant la préfecture pour « nos salaires, pour la paix, pour l'égalité et contre l'extrême droite ». Clémentine Ingold, responsable de la FSU, insiste aussi sur la nécessité de « garder le 1^{er} mai comme une journée chômée et non d'en faire un jour férié comme les autres ».

À Chartres, vendredi ne sera pas non plus un jour de fête. Le rassemblement ne sera pas suivi d'un pique-nique festif comme certaines années. L'heure est à la gravité. ●

MANIFESTATIONS VENDREDI. À 10 HEURES À CHÂTEAUDUN ; À 10 H 30 À DREUX ET À CHARTRES ; À 11 HEURES À NOGENT-LE-ROTROU.

Social**Les syndicats FO, CGT et FSU unis ce 1^{er} Mai**

Les syndicats FO, CGT et FSU appellent à un rassemblement commun devant le beffroi à 10 h 30, ce vendredi 1^{er} mai, journée internationale de la lutte des travailleurs. Ils dénoncent une économie de guerre et des attaques contre la santé et l'éducation.

PASCALE ROUCHAUD
pascale.rouchaud@centrefrance.com

« **C**e 1^{er} Mai sera historique. Pour la première fois depuis des décennies, les syndicats américains appellent à la grève générale aux USA contre Trump, contre sa milice ICE, contre la guerre. Nous devons y être aussi », tonnent Dominique Maillot, secrétaire de l'union locale FO et Antoine Molinatti, secrétaire de l'union locale CGT, qui avec leurs camarades de la FSU, lancent un appel à un rassemblement devant le beffroi de Dreux, ce vendredi 1^{er} mai, à 10 h 30.

Sortir du sentiment d'impuissance

« Les Américains dénoncent la guerre. Nous aussi. Parce que la France est rentrée dans une économie de guerre avec des coupes de 4 milliards dans le budget général et 2 milliards dans le budget de la sécurité sociale, tout cela pour trouver l'augmentation nécessaire du budget militaire », indiquent les syndicalistes.

« Pendant ce temps-là, on sacrifie l'éducation avec 38 suppressions de postes en Eure-et-Loir. On sacrifie l'hôpital public. Une journée d'utilisation du porte-avions Charles-de-Gaulle représente l'équivalent du



Antoine Molinatti de la CGT, et Dominique Maillot de FO appellent à la mobilisation.

budget annuel de l'hôpital de Dreux ». Ils ajoutent : « Les Français voient déjà les conséquences avec la hausse du prix du carburant. Ils voient que les plans de licenciements reprennent et que certains s'enrichissent alors que la majorité des gens n'arrivent pas à s'en sortir. Il ne faut pas se tromper. Ce sont toujours les ouvriers qui paient les factures d'une guerre. Et les propositions de l'extrême-droite ne sont que la poudre aux yeux ».

Les syndicalistes dénoncent aussi « des attaques contre le mode de

financement de la sécurité sociale, la déréglementation du travail qui fait que les conditions de vie et de travail sont de plus en plus difficiles ».

Les syndicalistes savent bien que beaucoup de personnes se résignent et laissent faire. « Mais, il faut sortir de ce sentiment d'impuissance et continuer de lutter. L'histoire montre que les ouvriers ont gagné lors des grands mouvements à des moments difficiles au XIX^e et XX^e siècles. Alors pourquoi pas aujourd'hui ? Nous, les syndicats, nous sommes là pour soutenir toutes ces luttes ». ●



Bulletin mensuel d'information de
l'activité des syndicats de l'Union
départementale
Force Ouvrière d'Eure et Loir



1^{er} Mai 2026

**Journée Internationale des droits des
travailleuses et travailleurs**

NON à la guerre et aux postures bellicistes !

NON aux idées d'extrême-droite et à leur banalisation !

OUI à la Paix et à la Solidarité Internationale entre les
peuples!

OUI au développement et au renforcement massif des
Services Publics !

OUI à l'augmentation massive des salaires et des pensions !

OUI à l'amélioration des conditions de travail !

OUI à la défense et au renforcement de la Sécurité Sociale !

Mobilisons-nous massivement !

DREUX

10h30 - Devant le Beffroi

Manifestation suivie d'un pot fraternel à la
Maison des Syndicats, 2, Rue Nicolas Robert à Vernouillet

Social

250 personnes défilent pour le 1^{er} Mai

L'unité syndicale paie à Dreux. L'appel à se mobiliser pour le 1^{er} Mai lancé par FO, la CGT et la FSU a été entendu. 250 personnes (chiffre donné à la fois par les syndicats et la police) se sont rassemblées ce 1^{er} mai 2026 devant le beffroi avant de défiler dans le centre-ville.

PASCALE ROUCHAUD
pascale.rouchaud@centrefrance.com

Jolie mobilisation ce matin du 1^{er} mai à Dreux. 250 personnes (contre 80 l'an dernier et 150 en 2024) ont répondu à l'appel à l'unité lancé par FO, la CGT et la FSU. Parmi les manifestants, on notait la présence de militants de partis de gauche (PS, PCF, Les Écologistes, LFI, LO, Parti des travailleurs).

« Ils n'auront pas le 1^{er} Mai », tonne Antoine Molinatti, secrétaire de l'union locale CGT, lors sa prise de parole. « Le 1^{er} Mai n'est pas la fête du travail, mais la journée internationale de lutte pour les droits des travailleurs et des travailleuses. C'est la seule journée chômée et payée, fêtée dans 163 pays du monde », rappelle-t-il. « C'est notre journée. Nous avons dû lutter contre une proposition de loi en France. Nous avons gagné grâce à notre mobilisation. Mais, la victoire est fragile. Il faut continuer à se battre ».

Bloquer les prix des carburants

Antoine Molinatti appelle à la solidarité contre « ceux et celles qui tombent sous les bombes » et à la lutte « contre les profits de guerre et mesurer notre dépendance au pétrole. Il faut se battre pour de meilleures conditions de vie et de travail ». Il insiste :



L'appel à l'unité lancé par FO, la CGT et la FSU a été entendu. 250 personnes ont défilé.

« Mais, pour lutter efficacement, il faut s'organiser et rejoindre les organisations syndicales ».

Dominique Maillot, secrétaire de l'union locale FO, joue aussi la carte de la solidarité en saluant « les peuples victimes de la guerre en Iran, au Liban, en Palestine, les juifs d'Israël qui se rassemblent contre la guerre et l'occupation, les travailleurs américains qui manifestent contre Trump ». Il dénonce « l'économie de guerre du gouvernement français » et réclame « le blocage des prix du car-

burant et des produits de première nécessité, l'augmentation des salaires, des indemnités de chômage et des retraites, l'arrêt des plans de licenciements »

Comme Antoine Molinatti et Dominique Maillot, Julien Jaffré pour la FSU appelle lui aussi « à l'unité syndicale. C'est la seule façon de se faire entendre et gagner des luttes sociales ». Après les discours, les 250 personnes ont défilé dans les rues du centre-ville. Seul bémol, il n'y avait pas de jeunes dans le cortège. ●